

*l'Anti*capitaliste

n°795 | 9 avril 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE



LE MONDE EST AVEC TOI

ZOOM

Soutenir le mouvement antifasciste et antiraciste face à la répression

Page 3

INTERNATIONAL

USA. La guerre barbare de Trump contre l'Iran

Page 4

ARGUMENTS

Il y a 100 ans, l'Opposition Unifiée face à la stalinisation de l'URSS

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Floriane Klinklin Acouetey, militante féministe togolaise

Page 8

Édito

2 grammes,
2 mesures

Par AURÉLIANNE ABITBOL

Vous n'avez pas pu passer à côté de l'événement dont toutes les rédactions se sont emparées ce week-end : convoquée par la police à la suite d'une plainte au sujet d'un tweet (depuis supprimé) concernant Kōzō Okamoto, membre de l'Armée Rouge Japonaise — une organisation active dans les années 70, Rima Hassan a été placée en garde à vue. En quelques heures, c'est un déchaînement de violence qui a eu lieu.

Très rapidement, cette garde à vue s'est transformée en procès public en son absence. Les « sources proches de l'enquête » n'ont eu de cesse de nourrir commentateurs, en dépit de la présomption d'innocence qui leur est pourtant si précieuse lorsqu'elle concerne Gérard Depardieu, Gérard Darmanin, Éric Zemmour, Morandini...

Rima Hassan dénonce à juste titre un acharnement judiciaire dû à sa lutte contre le génocide palestinien. Et ce qui est sûr, c'est que depuis la mise en place de la loi condamnant « l'apologie du terrorisme », les poursuites et les condamnations pullulent, et de nombreuses associations ou militantEs de terrain sont visés par ces accusations, y compris le NPA-A!

Deuxième info incontournable : on fait courir le bruit que 2 grammes de « drogue de synthèse » auraient été retrouvées dans le sac de Rima Hassan. Sur la base de ces déclarations hasardeuses pourtant, certains s'en sont donné à cœur joie. Déclarant tour à tour qu'il s'agissait « d'un gramme de 3-MMC et d'une boulette de cannabis », puis de « traces de cristaux blancs », ou plus simplement comme Retailleau de « stupéfiants ». Certains vont jusqu'à expliquer que le composé peut être utilisé dans des soirées chemsex, laissant les lecteurs en conclure ce qu'ils veulent.

La garde à vue de quelques heures de Rima Hassan a fait l'objet de plus d'articles et d'informations télévisuelles que l'ensemble du procès de Marine Le Pen... Les 2 grammes qui cachent les millions ?

Alors, bien entendu, soutien à Rima Hassan, victime du racisme antipalestinien et de la fascisation en cours.

Bien dit

Cette flottille doit enclencher un grand mouvement de solidarité qui doit passer par tous les pans de la société

Parmi les derniers mots de MACÉO, notre camarade des Jeunesses anticapitalistes du NPA-A, avant d'embarquer à bord de la flottille pour Gaza, cet appel à ce que la flottille soit le support d'une vaste campagne de mobilisation dans les facs, sur les lieux de travail, dans toute la société.

À la Une

PALESTINE Flottilles pour Gaza :
solidaires, tant qu'il le faudra

Samedi 4 avril, sur le Vieux-Port de Marseille, au pied du Mucem, plusieurs centaines de personnes se pressaient sur la jetée pour acclamer les 19 bateaux humanitaires de la flottille prenant la mer en direction de Gaza.

Pris de parole, slogans, musiques et même une batucada aux couleurs de la Palestine : la ferveur et l'espoir étaient palpables. « Bravo, on est fier de vous », crient les gens au passage des bateaux devant la jetée.

À l'Estaque, une organisation populaire

L'espoir animait aussi les militantEs des flottilles le matin, au port de l'Estaque. Après des mois de travail sur un chantier improvisé mais mené à son terme, grâce notamment à la mobilisation des habitantEs de ce quartier de Marseille, les flottilles sont enfin prêtes pour le départ.

« On a déjà gagné », nous dit Nemo, skipper du bateau le Ryoko, renommé « le Nour » en hommage à la lutte des femmes palestiniennes. « C'est une victoire dans le sens où on a réussi à s'organiser de manière non hiérarchique, de manière autonome et on a réussi à prendre cet endroit, donc c'est une victoire populaire, car on n'a rien attendu. »

La coalition avait contacté plusieurs ports, mais aucun ne leur avait répondu, et le chantier s'est donc installé à l'Estaque sur proposition de ses habitantEs. Là, la préparation des bateaux et la vie collective ont fonctionné grâce à l'auto-organisation : « on travaille sous forme de collectif, avec des pôles de compétences, des pôles de désirs, des pôles qui font sens pour les personnes. Et les personnes s'investissent là-dedans », nous explique Nemo.

Une mobilisation multiforme

Cette motivation de toutes s'enracine bien sûr dans la conti-



nuité de la mobilisation pour la Palestine de ces deux dernières années, mais elle se trouve aussi dans l'engagement politique de chacune.

« C'est la lutte de tous les peuples opprimés qui est symbolisée par la lutte du peuple palestinien », affirme Tino, militant embarqué et membre du pôle navigation. Pour lui, la flottille « c'est aussi un moyen de mobiliser à terre autour de la question palestinienne et des questions anti-impérialistes ». Il pense que la question de la guerre va être centrale ces prochaines années et espère que la flottille permettra « un front large et commun contre la guerre ».

Au-delà des symboles, Claude Léostic (AFPS) rappelle que le

génocide est toujours en cours à Gaza et que « cette flottille humanitaire est d'abord en direction des PalestinienEs, pour leur montrer que notre solidarité est intacte ». Mais pour elle, cette initiative est aussi en direction de nos dirigeants dont « le comportement est scandaleux et illégal ». Elle décrit la flottille comme une pression citoyenne pour faire « bouger les lignes », un message pour que cesse la complicité de nos dirigeants avec les politiques génocidaires et coloniales d'Israël. « Nous, on essaye syndicalement de faire pression depuis nos lieux de travail pour que cessent les partenariats avec Israël », déclare Linda Sehili, membre de la commission internationale

de l'union syndicale Solidaires. « Cette flottille c'est la continuité de nos actions militantes, politiques et syndicales. Et ce n'est que le début, il va falloir qu'on se remobilise partout sur le territoire avec des collectifs pour le droit à l'autodétermination des PalestinienEs. »

Face au génocide, construire la solidarité

Il y a effectivement urgence à se remobiliser : la nouvelle loi israélienne sur la peine de mort pour les PalestinienEs et la loi Yadan sont au centre des discussions. Une brutalisation du colonialisme occidental pré-occupante, alors que, comme vient de le révéler un rapport d'Urgence Palestine et Palestine Youth Movement, « entre octobre 2023 et mars 2026, plus de 525 cargaisons de matériel militaire ont été expédiées par des fabricants français » à Israël.

Face à ces flux de mort, la flottille incarne donc un flux de solidarité. Elle transporte notamment du matériel médical, des semences et de quoi réparer les bateaux de pêche. Évidemment, la flottille n'est pas une fin en soi. C'est un point d'ancrage pour la construction d'un grand mouvement de solidarité. C'est là l'enjeu pour toutes les militantEs et toutes les organisations de cette flottille.

C'est ce qui motive Tino : « La flottille c'est un moyen d'action qui permet de retrouver de la prise sur les choses. Tout le monde se sent très impuissant face à la situation là-bas. Faut rester humble, on ne va pas changer la face du monde, mais c'est un vecteur d'espoir. »

William Donaura et Nico Dix

Acturama



Des photos de la Flottille pour Gaza le 4 avril à Marseille.

PHOTOS Nico Dix / NPA-A

RÉPRESSION Soutenir le mouvement antifasciste et antiraciste face à la répression

Le pouvoir multiplie les procédures de dissolution. De Lyon à Paris, l'antifascisme est visé — précisément parce qu'il constitue un point d'appui central des mobilisations. Abandonner les militantEs antifascistes reviendrait pour la gauche à désarmer ses propres luttes et à renoncer à elle-même.

En 2021, la loi Séparatisme est venue renforcer les possibilités de dissolution prévues par le Code de la sécurité intérieure, notamment en visant les groupes « provoquant des agissements violents à l'encontre des personnes et des biens ».

Diaboliser et dissoudre l'antifascisme

Le premier groupe antifasciste dissous pour ce motif en mars 2022 a été le groupe antifasciste lyonnais, GALE, créé en 2013 suite à la mort de Clément Méric.

En juin 2023, le gouvernement tente de dissoudre les Soulèvements de la Terre. Si cette décision suscite une forte mobilisation, la GALE, dissoute la même année, n'en bénéficie pas et sa dissolution est confirmée en novembre 2023. Depuis juin 2025, la Jeune Garde est à son tour visée, en même temps qu'Urgence Palestine.

Pourtant, un an auparavant, la gauche rassemblée dans le Nouveau Front populaire affichait le soutien de la Jeune Garde pour les législatives. Cela avait permis à Raphaël Arnault, co-fondateur de la Jeune Garde, d'être élu député à Avignon. Mais la mort du militant néonazi Quentin Deranque a donné une nouvelle occasion de diaboliser l'antifascisme, d'attaquer LFI et de réclamer la démission du député Raphaël Arnault. Son élection avait prouvé que l'antifascisme et l'antiracisme pouvaient freiner la montée



de l'extrême droite et permettaient même de gagner contre elle. En effet, sa campagne menée sur des bases antifascistes claires avait permis à Raphaël Arnault de rafler la place du député RN sortant.

La force de l'antifascisme

Alors que les discours racistes se banalisent dans les médias, que les lois discriminatoires et liberticides s'accroissent, que les attaques sociales s'amplifient et que la répression se durcit, il serait suicidaire pour la gauche de tourner le dos à cette stratégie

gagnante de l'antifascisme. Car ce n'est pas qu'une ligne politique, c'est surtout une lutte de terrain qui permet la mise en mouvement de larges pans de la société et de notre camp social. L'antifascisme a été le dénominateur commun de toutes les organisations du Nouveau Front populaire et c'est cette unité sous bannière antifasciste qui a permis au NFP d'arriver en tête au second tour des législatives.

C'est justement parce que l'antifascisme peut faire gagner la gauche qu'il est aujourd'hui autant criminalisé. Cet acharnement n'est donc pas un hasard, il permet d'affaiblir les résistances et d'attaquer celles et ceux qui portent des projets d'émancipation. C'est cette même dynamique d'acharnement qui est à l'œuvre contre les maires noirs nouvellement élus, contre Rima Hassan et les voix qui soutiennent la Palestine ou contre Sophie Binet et le mouvement syndical.

RÉPRESSION La loi Yadan plie déjà, continuons le combat

La proposition de loi n° 575, « visant à lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme », dite « loi Yadan », va être examinée par l'Assemblée nationale le 16 avril. Présentée comme une réponse à la montée de l'antisémitisme, elle constitue en réalité une nouvelle étape dans la criminalisation de la solidarité avec le peuple palestinien et dans la restriction des libertés publiques.

Dans le contexte actuel, son adoption relèverait en outre d'une indécence politique majeure. Alors même qu'Israël vient d'adopter une loi permettant d'étendre et d'accélérer le recours à la peine de mort contre les Palestiniens, que sa logique génocidaire s'étend au Liban et que sa volonté d'hégémonie régionale est manifeste avec la guerre contre l'Iran, la priorité du gouvernement français, qui soutient la proposition, serait donc de criminaliser celles et ceux qui dénoncent ces politiques.

Que fait la loi Yadan ?

La proposition modifie plusieurs dispositions du Code pénal et du Code de la sécurité intérieure afin d'élargir le champ de la répression des discours liés à Israël et à la Palestine, elle contribue à déplacer le droit pénal vers la sanction d'opinions.

Elle redéfinit l'apologie du terrorisme en y intégrant des formes « implicites », telles que la « minoration » ou la « banalisation outrancière », notions susceptibles d'interprétations extensives (comme viennent de le dénoncer les rapporteurs de l'ONU, qui alertent sur cette loi).

Elle vise également à pénaliser les appels à la « destruction d'un État reconnu par la République française », disposition qui cible



directement les positions antisionistes ou les revendications de décolonisation. Enfin, elle étend le cadre du négationnisme à des formes de « minoration » de crimes contre l'humanité, ouvrant la voie à la criminalisation de qualifications politiques ou juridiques, comme l'usage du terme de génocide pour décrire la politique israélienne à Gaza. Ce texte s'inscrit dans la logique du « nouvel antisémitisme », qui assimile critique d'Israël et antisémitisme. Ce cadrage repose sur une confusion, en assignant les JuifEs à Israël. Loin de combattre l'antisémitisme, cette logique nourrit les amalgames et invisibilise la diversité des positions juives.



Soutenir les militantEs antifascistes et antiracistes

Le rassemblement réussi du samedi 4 avril à Saint-Denis, contre le racisme et en soutien au maire Bally Bagayoko, prouve que l'antifascisme et les combats qu'il porte sont bien vivants. Une fois encore, c'est la mobilisation des forces politiques, syndicales et associatives autour d'une initiative portée à la base par des collectifs locaux et les habitantEs de Saint-Denis qui a permis la réussite de cette journée (lire page 6).

Cette mobilisation doit s'amplifier, car aujourd'hui, c'est au tour du collectif antiraciste Génération EDR d'être menacé par une dissolution. Face à la répression, les militantEs antifascistes et antiracistes doivent être soutenuEs avec la même détermination. Au-delà des organisations antifascistes, c'est tout le mouvement social qui est attaqué. Si la gauche veut voir ses idées gagner, elle ne pourra pas faire l'économie de l'antifascisme. Lorsqu'elle cède sur ce terrain, elle se divise et s'affaiblit, elle se prive de ses moyens de défense : clarté, unité et radicalité.

Commission locale antifasciste et Commission antiraciste de la région parisienne

Une brèche s'est ouverte

Face à ces dangers, une mobilisation importante s'est développée, dépassant largement les milieux militants traditionnels. Universitaires, juristes, journalistes, associations de défense des libertés publiques, collectifs et organisations politiques ont alerté sur les conséquences de ce texte pour la liberté d'expression, le débat politique et la recherche scientifique.

Paradoxalement, l'outrance du texte a contribué à élargir le débat. Dans les rangs du centre gauche et du centre droit, des oppositions se sont exprimées. Olivier Faure a annoncé le 7 avril que le groupe socialiste voterait contre le texte, position adoptée à une quasi-unanimité, marquant une rupture avec un consensus jusque-là largement dominé par l'adhésion au paradigme du « nouvel antisémitisme ». Cette évolution témoigne du rapport de force.

En effet, cette mobilisation s'exprime avant tout dans la société : une pétition officielle hébergée sur le site de l'Assemblée nationale a dépassé les 500 000 signatures en quelques jours. **Pour amplifier la pression sur les députés, continuons à la signer et à la faire signer**

Car la bataille doit se poursuivre jusqu'au rejet définitif du texte. Un tel rejet constituerait un point d'appui politique et juridique décisif : il permettrait de rappeler que le législateur refuse d'assimiler critique d'Israël et antisémitisme, et de limiter les dérives répressives devant les tribunaux. L'enjeu politique est majeur. Défendre la liberté d'expression, refuser les amalgames et affirmer la légitimité des luttes anticoloniales sont des conditions essentielles d'un antiracisme cohérent — et de la possibilité même de résister à la fascisation.

Olivier Lek Lafferrière



No comment

Une civilisation entière va mourir ce soir

DONALD TRUMP a lancé cette affirmation à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum imposé à l'Iran.

Quelques jours plus tôt, il promettait déjà des destructions massives en cas d'absence d'accord et de poursuite du blocage du détroit d'Ormuz, allant jusqu'à déclarer : « Nous allons les ramener à l'âge de pierre, là où ils appartiennent. » Une illustration brutale : le racisme est une dimension structurante des politiques impérialistes et coloniales.

Agenda

Vendredi 10 avril, réunion publique pour l'arrêt de la guerre en Iran et au Moyen-Orient, Paris (75). À 19h, Bourse du travail, salle Varlin, 3, rue du Château-d'Eau, Paris 10°.

À l'initiative de la CGT, FSU, Solidaires et Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran.

Vendredi 10 avril, réunion publique du NPA-A «Unitaires, antifascistes : comprendre pour agir» avec Ugo Paletha, Rennes (35). À 19h45, Le Grand Cordel MJC, 18, rue des Plantes, métro B Joliot-Curie.

Samedi 11 avril, Quatre heures pour la Palestine, Les Mureaux (78). De 13h30 à 18h30, au Pôle Molière, 101, rue Molière. Entrée libre.

Lundi 13 avril, Centre d'études marxistes «Gramsci et l'hégémonie», avec Stéfanie Prezioso et Johann Douet, Montreuil (93). À 19h, 2, rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

Vendredi 17 avril, Soirée de solidarité avec les prisonnier-es politiques basques et les ex-détenu-es, Paris (75). À 18h, au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris.

Vendredi 1^{er} Mai, Fête anticapitaliste, Strasbourg (67). À partir de 12h, 1, place des Orphelins à Strasbourg. Barbecue, buvette, repas vegan, débats et discussions.

Samedi 30 mai, montée au Mur des Fédérés, Paris (75). À partir de 10h, place des Fêtes (sous réserve), manifestation à 14h30 en direction du cimetière du Père Lachaise, rue des Rondeaux dans le 20°.

Du 13 au 17 juin, mobilisation internationale contre le G7, Genève (Suisse). Avec une manifestation « Résistance globale contre le fascisme et l'impérialisme » le dimanche 14 juin.



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail:
rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE

Le ravage de l'agro-business

Le bilan de la révolution verte en Afrique est négatif pour le monde paysan et pour l'environnement. En revanche, elle a favorisé l'implantation des multinationales sur le continent.

Cela fait vingt ans que Bill Gates, par le biais de sa fondation, a lancé sa révolution verte pour l'Afrique sous l'acronyme Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA). Il s'agissait, selon lui, de moderniser l'agriculture africaine, de lutter contre la famine et d'améliorer le niveau de vie des paysans.



© WIKIMEDIA COMMONS

Idéologie productiviste

L'idée de base est simple : pour lutter contre la faim, il faudrait accroître la productivité agricole. Alors que les famines sont d'abord provoquées par les guerres, qui désorganisent l'activité agricole, ou par une répartition inégale des denrées disponibles.

L'AGRA préconisait une agriculture intensive fondée sur les monocultures, l'achat de semences modifiées censées résister aux aléas climatiques, et l'utilisation massive d'intrants chimiques. Les études menées aboutissent toutes à la même conclusion : les objectifs fixés sont loin d'être atteints. Les sols ont été dégradés, les familles rurales se sont appauvries à cause de rendements bien inférieurs aux prévisions, rendant impossible l'achat de nouvelles semences et d'engrais. Parallèlement, les cultures vivrières locales comme le mil et le sorgho — résistantes à la sécheresse et à haute valeur nutritive — ont régressé.

Comme l'a souligné l'évêque de Durban à propos des partisans de l'AGRA : « Ils se prétendent les sauveurs des affamés et des pauvres, mais ils ont lamentablement échoué dans leurs objectifs à cause de leur modèle d'industrialisation, qui dégrade les sols, détruit la biodiversité et privilégie le profit des entreprises au détriment des populations. C'est immoral, immoral et injuste. »

Étouffer d'autres options

Grâce à sa puissance financière, Bill Gates a aussi empêché nombre d'États africains d'emprunter une voie alternative : celle de l'agroécologie. Contrairement à l'idée largement répandue par les industries agroalimentaires, l'agroécologie n'est pas une régression vers l'agriculture du passé. Bien au contraire, elle combine les savoirs du monde paysan aux connaissances scientifiques modernes.

Ce type d'agriculture respecte l'environnement et offre une garantie de souveraineté alimentaire aux populations. Il favorise également l'amélioration des semences grâce à une sélection progressive échangée au sein de marchés informels. C'est sans doute cet aspect — l'autonomie des producteurs et la non-dépendance vis-à-vis du marché industriel — qui dérange le plus l'écosystème capitaliste de l'agriculture mondiale.

L'AGRA a commandité une étude d'évaluation menée par le cabinet de conseil Mathematica. Conformément aux autres analyses, celle-ci confirme la faiblesse des résultats obtenus. Mais elle souligne comme fait positif la pénétration du marché africain par les semences génétiquement modifiées, les intrants artificiels et les pesticides produits par des multinationales occidentales. Mais peut-être était-ce là, finalement, le véritable objectif de cette révolution verte.

Paul Martial

ANTIFASCISME Retour sur la première conférence internationale antifasciste et pour la souveraineté des peuples

Du 26 au 29 mars se tenait à Porto Alegre, ville d'accueil du premier Forum social mondial, la première conférence internationale antifasciste et pour la souveraineté des peuples.

Organisée principalement par les organisations politiques et syndicales brésiliennes (PSOL, PT, MST) et le Comité pour l'abolition de la dette illégitime, la démarche était aussi nécessaire qu'ambitieuse : rassembler les forces qui luttent contre l'extrême droite néofasciste pour préparer la riposte. Avec plus de 4000 participantEs venant de plus de 40 pays des cinq continents, la conférence a permis une réelle mise en commun des luttes et des expériences qui traversent le mouvement ouvrier à travers le monde.

Un programme extrêmement riche

Le programme était à la hauteur de l'enjeu : 11 plénières et plus de 150 ateliers ont été l'occasion d'échanger, par exemple, sur les résistances à l'extrême droite et contre les agressions impérialistes en Amérique (Porto Rico, Argentine, Brésil, Cuba, Venezuela, États-Unis) et dans le monde (Ukraine, Palestine, Kurdistan), les luttes féministes, antiracistes et LGBTI contre l'extrême droite, les résistances dans le monde du travail, issues de l'éducation populaire ou encore sur le rôle de l'extractivisme et de la crise climatique dans la montée des extrêmes droites.

Nous avons participé en tant que militantEs du NPA-A à une plénière sur les luttes écosocialistes des jeunes à travers le monde ainsi qu'à une conférence sur le risque fasciste en France.



© NPA-A

La IV^e Internationale très investie

Des organisations membres de la IV^e Internationale venant de plus de quinze pays étaient également présentes, ce qui a été l'occasion de renforcer nos liens. Nous avons, notamment, échangé et confronté nos analyses de la situation politique ainsi que nos orientations stratégiques. Ces liens pourraient ouvrir la voie à la construction de campagnes internationales unitaires. Grâce à la participation importante de notre courant, nous avons pu affirmer tout au long de la conférence nos positions internationalistes, contre une appréciation campiste de l'impérialisme américain comme surdéterminant. Nous avons, par exemple, rendu possible la venue de camarades ukrainienEs via le RESU et l'organisation d'un atelier sur Boris Kagarlitsky, prisonnier politique russe. La présentation du *Manifeste écosocialiste* par Michael Löwy fut aussi un temps fort.

Un front large face à l'internationale néofasciste

À l'image de la grande marche qui a réuni plus de 5000 personnes pour lancer la conférence, celle-ci fut indéniablement une réussite. Malgré d'importantes divergences sur l'analyse des impérialismes, Porto Alegre fut un moment d'unité entre des secteurs socialistes et révolutionnaires de la gauche, tous déterminés à construire un front large face à l'internationale néofasciste. La charte signée le dernier jour liste une série de revendications communes et affirme contre l'impérialisme : « Nous luttons contre tous les impérialismes et soutenons la lutte des peuples pour leur autodétermination, par tous les moyens nécessaires. »

Ça ne s'arrête pas là ! Des éditions régionales sont prévues en Argentine puis en Amérique du Nord. D'ici là, les organisations ont appelé à soutenir et à participer aux rencontres écosocialistes à Bruxelles, aux contre-sommets du G7 et de l'Otan, au Forum social mondial au Bénin et aux prochaines flottilles en soutien à la Palestine et à Cuba, entre autres.

Face à l'intensification des offensives impérialistes et l'aggravation de la crise climatique, il est urgent de bâtir des cadres unitaires et internationalistes. La conférence antifasciste constitue à ce titre une étape réussie.

Loïc et Louisa

« Lire la déclaration en intégralité »



USA La guerre barbare de Trump contre l'Iran

La guerre de Trump contre l'Iran est barbare, cruelle, violente ; elle est menée sans le moindre souci des millions d'êtres humains qu'elle affecte en Iran, dans la région et dans le monde entier.

La nature de cette guerre est apparue dès le premier jour, le 28 février, lorsque les États-Unis ont frappé une école à Minab, tuant environ 175 personnes, dont 100 enfants. Les attaques contre les civils constituent des crimes de guerre. Trump menace désormais d'en commettre un encore plus grave.

« Nous allons les ramener à l'âge de pierre »

Il a déclaré il y a quelques jours : « Si, pour une raison quelconque, un accord n'est pas rapidement conclu — ce qui arrivera probablement — et si le détroit d'Ormuz n'est pas immédiatement "ouvert aux affaires", nous mettrons fin à notre charmant "séjour" en Iran en faisant exploser et en anéantissant totalement toutes leurs centrales électriques, leurs puits de pétrole et l'île de Kharg (et peut-être toutes les usines de dessalement !), que nous avons délibérément épargnés jusqu'à présent. » Dans un commentaire particulièrement grossier, il a ajouté : « Nous allons les ramener à l'âge de pierre, là où ils appartiennent. » L'Iran compte 93 millions d'habitants, dont plus de 24 millions d'enfants. Qu'est-ce qui ferait que ces personnes « mériteraient » de vivre à l'âge de pierre ?

Cette déclaration brutale et cynique découle sans doute de ses préjugés raciaux et religieux, mais aussi de sa frustration face à son incapacité à obtenir une victoire nette en Iran, que ce soit

SAUVETAGE DES PILOTES AMÉRICAINS



en termes de changement de régime ou de contrôle de la région et de ses ressources pétrolières. Frustré, Trump est prêt à tuer davantage de civils.

Une longue histoire de crimes de guerre

Après tout, la guerre des États-Unis contre l'Irak (2003-2011), lancée par George W. Bush sur la base du mensonge selon lequel le régime de Saddam Hussein possédait des armes de destruction massive, a fait jusqu'à un million de morts, dont 100 000 civils. Pourquoi ne pas faire la même chose en Iran ? Les propos de Trump font écho à ceux du tristement célèbre commandant du Strategic Air Command, le général Curtis LeMay, qui écrivait dans son autobiographie de 1965, en pleine

guerre du Vietnam, que le Nord-Vietnam devait « rentrer dans le rang et cesser son agression, sinon nous allons le bombarder jusqu'à le ramener à l'âge de pierre », ajoutant : « Et nous les y renverrons par la puissance aérienne ou navale — pas avec des forces terrestres. » Après sa retraite, d'autres généraux de l'US Air Force ont procédé à des bombardements massifs (« carpet bombing ») au Vietnam, tuant des dizaines, voire des centaines de milliers de soldats et de civils. Vingt ans plus tôt, pendant la Seconde Guerre mondiale, le 10 mars 1945, LeMay avait ordonné à environ 300 bombardiers B-29 de mener le bombardement incendiaire de Tokyo : des températures atteignant 2800 degrés Fahrenheit,

16 miles carrés de la ville détruits, et environ 100 000 hommes, femmes et enfants tués. Cet exemple a bien sûr contribué à rendre possible le largage des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. Le major général Curtis LeMay avait d'ailleurs déclaré : « Si nous perdons la guerre, nous serons jugés comme criminels de guerre. »

En Europe, durant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et leurs alliés ont également bombardé les villes allemandes de Hambourg, Dresde, Kassel et Lübeck, tuant des dizaines de milliers de civils. On estime que ces bombardements ont fait 600 000 morts, dont 70 000 enfants.

Le fait de faire la guerre aux populations civiles a toujours eu pour objectif de démoraliser l'ennemi, de plonger les populations dans la misère, l'impuissance et la peur, afin de les contraindre à se rendre. Mais un peuple qui lutte pour sa terre peut refuser de capituler, quelles que soient les violences subies, laissant derrière lui une population dévastée, comme à Gaza.

Trump, comme d'autres présidents américains — Franklin Roosevelt, Lyndon Johnson, Richard Nixon ou George W. Bush — est prêt à tuer autant de civils que nécessaire pour gagner la guerre. Mais malgré tout, il pourrait la perdre. La guerre de Trump contre l'Iran est barbare, et nous devons tout faire pour y mettre fin.

Dan La Botz

La bureaucratisation du 1^{er} État ouvrier

La révolution d'Octobre porte la promesse de la démocratie des soviets. Mais le « communisme de guerre » met la démocratie en sourdine. Et les combats pour la restauration de la démocratie ouvrière se heurtent au renforcement de l'appareil du Parti.

En Russie, en 1917 comme lors de la révolution de 1905, se créent des soviets d'ouvriers et de soldats, constitués de délégués élus, qui se fédèrent à l'échelle du pays.

Des soviets à la « terreur rouge »

La révolution d'Octobre concrétise le mot d'ordre de Lénine dans ses *Thèses d'avril*, « tout le pouvoir aux soviets » : le conseil des commissaires du peuple est responsable devant les soviets. Le parti bolchevik, qui a passé la plus grande partie de son histoire dans la clandestinité, connaît un vaste processus de démocratisation interne, avec des congrès annuels, l'élection de ses directions par les militants, et un grand pluralisme politique. À partir de juin 1918, les grandes puissances impérialistes et leurs satellites assiègent la jeune Russie soviétique. Le parti bolchevik instaure alors la « terreur rouge », qui aboutit à la fin de la démocratie soviétique. Les soviets deviennent des coquilles vides. La démocratie dans le Parti diminue fortement : il y a certes des débats politiques houleux dans sa direction, mais il n'y a plus d'élection par la base des dirigeants intermédiaires, qui sont nommés par en haut.

Le coût politique du « communisme de guerre »

Le « communisme de guerre » sauve le pouvoir bolchevik, mais à un coût politique très élevé : le divorce avec une bonne partie de sa base ouvrière, sans compter la paysannerie qui constitue la très grande majorité de la population. De l'aveu même de Lénine, l'État ouvrier souffre de graves déformations bureaucratiques, inévitables dans une situation aussi dramatique. Pour autant, le sort de la première révolution prolétarienne au monde, malgré son isolement international, n'est pas scellé. Dans le Parti, s'engage, menée notamment par Lénine et Trotsky, la lutte pour la restauration de la « démocratie ouvrière ».

Des résolutions démocratiques sans effet

Le 10^e congrès du Parti en mars 1921 adopte des mesures de démocratisation du Parti et de régénération des soviets. En décembre 1923, est réaffirmée la nécessité de lutter contre « la bureaucratisation des appareils du Parti », ce qui passe notamment par « la liberté de discussion de toutes les questions importantes » et « l'élection des responsables par la base ». Mais ces bonnes résolutions démocratiques restent lettre morte. Les élections sont largement formelles, l'appareil du Parti (ses fonctionnaires permanents) continue de désigner les responsables. Cet appareil est progressivement contrôlé par Staline qui y place ses partisans, utilisant pour cela son poste de commissaire du peuple à l'Inspection ouvrière et paysanne, puis de secrétaire général du Parti le 3 avril 1922. La maladie puis la mort de Lénine hypothèquent son « dernier combat ». La recommandation de Lénine dans son fameux testament de démettre Staline de ses fonctions n'est pas suivie d'effet. Une troïka composée de Staline, Zinoviev et Kamenev prend la direction du Parti et écarte Trotsky, qui a été avec Lénine le principal dirigeant de la révolution d'Octobre. Avec la « promotion Lénine », qui double les effectifs du Parti au cours du 1^{er} semestre 1924, elle s'assure d'une confortable majorité.

HISTOIRE Il y a 100 ans, l'Opposition Unifiée face à la stalinisation de l'URSS

Il y a cent ans, lors du plénum du Comité central du 6 au 9 avril 1926, Zinoviev et Kamenev, anciens alliés de Staline au sein de la troïka, se rapprochent de Trotsky et de l'Opposition de gauche. Ils ouvrent ainsi la voie à la formation de l'Opposition unifiée — mais dans des conditions déjà très défavorables. Dossier réalisé par Lemmy K



© CYRIELLE L.A.

De l'Opposition de Gauche à l'Opposition Unifiée

Face à la montée du bureaucratisme et aux contradictions de la NEP, l'Opposition de Gauche tente de défendre la démocratie ouvrière et une industrie d'État. Son élargissement en Opposition Unifiée en 1926 intervient trop tard pour inverser un rapport de forces dominé par Staline.

En octobre 1923, 46 « vieux bolcheviks » (ayant adhéré avant la révolution de 1905) adressent une déclaration¹ à la direction du Parti.

L'Opposition de Gauche

Parmi eux, des membres du groupe « Centralisme Démocratique » qui dès mars 1919 avaient critiqué la « dictature du parti », prônant le retour à une véritable « dictature du prolétariat ». Trotsky, malade, n'en est pas signataire, mais il est de fait le principal dirigeant de ce qui va s'appeler l'Opposition de Gauche. Les divergences, que Trotsky développe dans sa brochure *Cours nouveau*², sont de deux types : sur l'économie et sur le fonctionnement du Parti. À la sortie de la guerre « civile », l'économie est exsangue. Est mise en place la NEP (« nouvelle politique économique »), qui consiste à « faire au capitalisme une place limitée pour un temps limité ». Et ça marche : la production agricole retrouve rapidement son niveau d'avant la Première Guerre mondiale. Mais le prix des produits industriels vendus par les entreprises étatiques augmente de façon énorme par rapport au prix des produits agricoles. Les paysans pauvres n'ont pas les moyens d'acheter ce dont ils ont besoin, les paysans riches (koulaks) refusent de vendre leurs récoltes à l'État, les stockent ou les vendent au marché noir. Trotsky, sans remettre à ce stade le bien-fondé de la NEP, appelle à renforcer et à développer de façon planifiée l'industrie étatique. Cette crise des « ciseaux » atteint son paroxysme en 1928 : Staline y répond par la collectivisation forcée des terres et la dékoulakisation qui causeront des millions de morts.

L'empêchement des tendances

Trotsky dénonce « le bureaucratisme de l'appareil étatique,



© WIKIMEDIA COMMONS

son isolement de la masse, sa vie intérieure à part ». Il ne s'agit pas seulement de comportements individuels ni de survivances du « communisme de guerre », mais d'un mal plus profond découlant de la nouvelle situation où le Parti, unique, assume la gestion de l'État. Trotsky réclame l'application effective et immédiate des mesures démocratiques décidées par le Parti ainsi que le renouvellement de l'appareil. Les partisans de Staline lancent une campagne de désinformation contre Trotsky, en exhumant de vieilles divergences avec Lénine, notamment sur la théorie de « la révolution permanente »³. Lors du 13^e congrès du Parti en mai 1924, le « trotskysme » est condamné comme une « déviation petite-bourgeoise hostile au léninisme ». L'Opposition de Gauche est accusée d'enfreindre l'unité et la discipline du Parti, la troïka prenant prétexte de l'interdiction temporaire des fractions, adoptée au 10^e congrès dans un contexte d'extrême division du Parti, pour empêcher la formation de tendances.

L'Opposition Unifiée

En 1925, Zinoviev et Kamenev rompent avec Staline. Ils s'opposent à la nouvelle théorie de Staline sur « la construction du socialisme dans un seul pays », qui est en totale contradiction avec la position internationaliste du Parti de Lénine. Ils s'inquiètent de la mainmise méthodique de Staline sur l'appareil du Parti. Au 14^e congrès du Parti en décembre 1925, la « nouvelle opposition » de Lénine est laminée. La situation empire : l'approfondissement de la NEP (illustré par le fameux « *Enrichissez-vous* » de Boukharine aux koulaks) exacerbe les contradictions économiques, la démocratie dans le Parti est quasiment réduite à néant. Ce qui reste alors des diverses oppositions, surmontant les antagonismes passés, s'unit contre la fraction stalinienne, sur la base des positions de l'Opposition de Gauche. L'Opposition Unifiée organise des manifestations, publie son programme⁴. C'est trop tard. Elle se désagrège sous la répression : menaces, arres-

tations, exclusion du Parti au 15^e congrès en décembre 1927. Peu après, Zinoviev et Kamenev se rallient à Staline. Comme la grande majorité de ceux qui dirigeaient le Parti en 1917, ils seront exécutés lors des procès de Moscou en 1936-1938. L'Opposition Unifiée est la dernière tentative de s'opposer légalement, au sein du Parti, à la montée du stalinisme. La contre-révolution bureaucratique⁵ en marche aboutira aux monstruosité que l'on sait. L'Opposition de Gauche poursuit son combat dans la clandestinité en URSS. Elle s'organise à l'échelle internationale et fondera en 1938 la Quatrième Internationale.

1 – https://www.marxists.org/francais/4int/ogi/1923/ogi_19231015.htm

2 – <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/coursnouveau/coursnouveau.pdf>

3 – <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bilanp/bpsomm.htm>

4 – <https://www.marxists.org/francais/ogi/1928/07/ogi192807.htm>

5 – <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revtrahie/rodcop.htm>

CONTRE LA GUERRE Quel front anti-impérialiste ?

La journée de la terre, le 28 mars, a été l'occasion de la convergence de nombreux cortèges refusant la vague d'agressions impérialistes.

En région parisienne, elle a été marquée par la présence de nombreux cortèges opposés aux interventions étatsuniennes, dont un cortège en soutien au régime iranien. La proximité de ce cortège avec le gouvernement et sa politique répressive a suscité d'importantes tensions et des violences, lors desquelles nous condamnons les gestes islamophobes. Pour notre part, nous étions à distance des événements, ayant manifesté avec le cortège d'Urgence Palestine.

Face à l'impérialisme et à ses guerres, l'unité internationaliste est essentielle à nos luttes, et nous savons qu'elle ne peut se produire que par la convergence de forces qui n'ont pas toutes les mêmes orientations.

Solidarité internationaliste avec les peuples

En ce qui nous concerne, que des drapeaux libanais ou iraniens soient présents dans les manifestations n'est pas un problème alors que ces pays sont sous les bombes israélo-étatsuniennes. Il n'en va pas de même avec ceux qui soutiennent le régime iranien actuel. Le régime iranien a apporté un soutien financier à des organisations de la résistance palestinienne, mais cela n'en fait pas un allié. Parce qu'il est en même temps l'agent d'une déstabilisation de long terme au Moyen-Orient. Parce qu'il charrie un antijudaïsme et même un antisémitisme crasse que nous combattons pour lui-même et parce qu'il empoisonne la solidarité internationaliste. Parce qu'il s'agit d'un régime autoritaire qui écrase la population et agit sur le plan économique en faveur d'une oligarchie en appliquant des politiques néolibérales ennemies des travailleurEs, après avoir dès sa fondation confisqué un soulèvement populaire et socialiste.

Un front ne peut pas se constituer sur la seule désignation d'un ennemi commun, avec des ennemis politiques. Le NPA-A est aussi le parti qui s'inscrit dans un héritage tout à la fois trotskiste et libertaire, qui porte un regard critique sur la répression de Kronstadt : comment pourrions-nous passer sous silence l'oppression qu'un régime réactionnaire exerce sur des mouvements militants qui incarnent les aspirations à l'émancipation que nous partageons et qu'il exerce sur les minorités nationales (comme les Kurdes) ?

Une critique anti-autoritaire et non islamophobe du régime iranien

Ce n'est pas parce qu'il se revendique islamique que nous critiquons le régime iranien, c'est parce qu'il est autoritaire et réactionnaire. Face à l'islamophobie occidentale qui fait de l'islam une altérité dangereuse, revendiquer l'islamité comporte une dimension de résistance anticoloniale ou décoloniale.

Nous n'ignorons ni la diversité des histoires ni des traditions culturelles, ni la place qu'a joué l'Islam dans les indépendances face à l'impérialisme occidental ou celle que la criminalisation de l'Islam joue en France dans l'ordre racial.

Nous ne nous opposons pas à l'Islam et nous soutenons en France le droit réel à la visibilité musulmane, et partout l'auto-détermination religieuse.

Ce n'est donc pas parce qu'il ne répond pas aux critères de la « laïcité à la française » que nous ne soutenons pas le régime iranien. Justifier l'agression impérialiste contre l'Iran par le caractère islamique du régime iranien est islamophobe.

Il nous appartient de parvenir à visibiliser cette complexité. Refusons l'instrumentalisation de l'Islam contre les peuples d'Iran, contre les femmes et les minoriséEs de genre, contre les socialistes et les communistes.

Commission nationale anti-raciste

ANTIRACISME Un rassemblement politique historique contre le racisme à Saint-Denis

Une foule compacte s'est rassemblée sur le parvis de la mairie, de la basilique, de l'ancienne place du marché de Saint-Denis, ce samedi après-midi 4 avril, pour faire bloc derrière le maire nouvellement élu, Bally Bagayoko, après les déclarations racistes de divers commentateurs et autres Onfray sur CNews et les réseaux de la fachosphère.

La place s'est remplie progressivement et bientôt tout ce qui faisait la place autour de l'hôtel de ville a été occupé pour faire de cet événement un des plus gros rassemblements politiques jamais réalisés dans cette ville au passé historique riche de mobilisations. Le soleil s'est mis de la partie donnant un air de fête à la seule réponse à la hauteur du déferlement raciste que nous avons connu.

Une mobilisation rapide et massive

Toute la semaine précédente la mobilisation s'est organisée. L'info a tourné sur tous les groupes de discussion dans les quartiers. Un appel a été signé par plus d'une cinquantaine d'associations, syndicats et collectifs de la ville. Il était évident pour tout le monde qu'il fallait y être pour faire front tant l'agression a été perçue par tous. Les dionysienEs comme les visant directement.

Elle a accompagné la polémique sur l'armement de la police municipale. Lancée par le syndicat Alliance de la police municipale — qui s'est permis une mise en garde au cas où le maire s'aviserait d'appliquer un tant soit peu son programme de réduction de ses moyens et de ses effectifs —, immédiatement relayée par David Amiel, membre du Gouvernement — qui s'est permis de rappeler, le 26 mars, au nouveau maire qu'il ne pouvait se séparer d'agents municipaux en désaccord avec sa politique.

À peine élu, le conseil municipal même pas constitué, le procès en illégitimité a commencé — une façon de dire à toute la population qu'elle a mal voté, que la ville est sous haute surveillance et que la mise sous tutelle est à l'ordre du jour.

Une réponse politique et populaire

L'indignation et la mobilisation qui s'en sont suivies ont permis de mettre un coup d'arrêt à cette charge raciste et réactionnaire. Elles ont contraint le Gouvernement à la



Saint-Denis, le 4 avril 2026. © NPA-A

mettre en sourdine, à condamner, du bout des lèvres et bien tardivement, les propos tenus sur CNews et à se porter partie civile dans la plainte déposée par la ville. Cette mobilisation s'est faite dans la continuité de la victoire électorale. Une réplique du premier tour. Elle a rappelé de façon spectaculaire la légitimité de la liste conduite par Bally Bagayoko, du lien qu'il entretient avec la population. Il faut rappeler que sa victoire c'est d'abord le rejet de la politique du maire socialiste précédent, de l'unité électorale réalisée pour le battre, de la mobilisation d'une nouvelle génération des quartiers qui s'est reconnue dans sa candidature.

Un rapport de forces à construire

Les 3 semaines qui viennent de se passer donnent une idée de ce que va être l'année qui va venir avant l'élection présidentielle. Pas de gestion municipale tranquille, pas de retour à la « normale ». La droite et l'extrême droite, le Gouvernement avec eux, vont être aux aguets, ne laisseront rien passer, surtout ce qui pourrait ressembler à une « rupture » avec l'ordre libéral. Déjà le préfet a déclaré illégal l'arrêté pris par le maire contre les expulsions locatives et

continue à les exécuter sans attendre un quelconque jugement.

Les marges de manœuvre de la liste de Bally Bagayoko sont très faibles face à ces requins prêts à tout pour le faire chuter. La légalité républicaine n'offre pas de garanties suffisantes pour faire front. Il ne devra compter que sur la mobilisation des habitants de la ville comme cela vient de se faire ce samedi, d'une superbe façon.

Correspondant



FRONTIÈRES Avec le règlement Retour, l'UE amplifie sa guerre contre les migrantEs

Le Nouveau pacte européen sur la migration et l'asile, adopté en 2024 par le Parlement européen, vise à fermer les frontières de l'UE aux exiléEs. Le règlement Retour, qu'il vient d'adopter, vise à les en chasser

Réuni en session plénière le 26 mars, le Parlement européen a validé la version du règlement dit « Retour » portée par les députéEs de droite et d'extrême droite visant à établir « un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier » dans l'Union européenne (UE). « Une victoire historique », selon l'eurodéputé et vice-président des Républicains Bellamy, principal concepteur de ce règlement raciste, interviewé par Valeurs actuelles. « La mise à mort du droit international », selon Migreurop (26 mars) qui en produit une analyse détaillée.

Une régression historique

Ce règlement durcit brutalement la directive Retour datant de 2008 qui offrait déjà un cadre juridique commun à l'UE mais qui était jugée insuffisamment efficace pour réprimer et expulser. Notamment, cette directive laissait une marge de manœuvre aux États membres pour mettre en œuvre les règles de l'UE dans leur droit national. Désormais, en la matière, c'est le règlement européen qui prime.

Selon la directive de 2008, l'enfermement des exiléEs devait théoriquement intervenir en dernier ressort. Il devient quasi systématique du fait d'une extension des motifs de détention

(dont le « manque de coopération » !) y compris pour les personnes considérées « vulnérables » (mineurEs, demandeurEs d'asile, malades ne supportant pas l'enfermement). Le texte ouvre aussi la possibilité que la détention administrative s'effectue dans des établissements pénitentiaires.

La durée maximale de la rétention administrative (90 jours en France) est portée à deux ans, et est cumulable d'un État à un autre. Et si les États estiment qu'il y a menace à l'« ordre public » et à la « sécurité », ils pourront la prolonger sans limite maximum. Durcissement également des interdictions de retour pour les expulséEs, quasi automatiquement voire indéfiniment.

Expulser plus vite

Désormais, le recours contre une décision d'expulsion n'est plus suspensif. Comble de cynisme : la personne conserve son droit de faire appel de son OQTF devant les tribunaux mais cet appel ne retarde plus son expulsion ! Elle est par ailleurs obligée de « coopérer activement » à son renvoi — et notamment d'accepter de subir une fouille et d'autres humiliations — sous peine de sanctions financières ou pénales. Au passage, le règlement supprime le « retour volontaire »

(qui accompagnait, y compris financièrement, les migrantEs souhaitant retourner dans leur pays d'origine). « La règle devient le départ forcé », se vante Bellamy dans son interview au magazine d'extrême droite.

Expulser plus loin

Jusqu'à aujourd'hui, le pays de « retour » (celui de la nationalité des migrantEs) devait figurer sur la mesure d'expulsion. Pour contourner le risque que le pays en question refuse de les accueillir, la nouvelle législation permet de les envoyer dans des pays avec lesquels iels n'ont aucun lien mais avec lesquels l'UE ou ses États membres ont conclu des accords. À charge de ces pays de les gérer à leur guise — de les expulser à nouveau, de les enfermer dans des « hubs de retour », etc. Ces mesures viennent compléter les textes adoptés en février dernier par le Parlement européen permettant de renvoyer les demandeurEs d'asile dans des pays soi-disant « sûrs » comme le Bangladesh, le Maroc, la Tunisie ou l'Égypte !

Abolition du règlement Retour, du Pacte européen sur la migration et l'asile et de toutes les législations racistes anti-migrantEs. Liberté de circulation et d'installation ! Régularisation de toutes les sans-papiers !

Germain Gillet

Culture

CINÉMA **Ce qu'il reste de nous, de Cherien Dabis**

Drame, 2 h 25 min, 2026, actuellement en salle

Ce qu'il reste de nous retrace le destin d'une famille palestinienne depuis 1948 jusqu'à aujourd'hui.

Le film suit la désintégration progressive d'un milieu bourgeois palestinien contraint à l'exil après la création d'Israël, tout en interrogeant ce qu'il reste d'une identité collective marquée par la dépossession, la dispersion et la mémoire. La réalisatrice mobilise les grands moyens du cinéma international, moyennant un certain conformisme formel, pour faire connaître plus largement la Nakba et ses conséquences inter-générationnelles.

Vivre après la Nakba

La première partie décrit la violence de 1948, de la dépossession, de l'expulsion et de l'exil. Au fil des défaites politiques et militaires, la famille se fragmente. Il y a ceux qui partent et ceux restent — où ils peuvent. Ce film choral donne à voir une diversité de manières de faire avec la vie après un tel traumatisme, selon les générations et les subjectivités des différents personnages.



Le grand-père est toute sa vie habité par la colère contre l'injustice et la nostalgie du foyer perdu. Le père porte une forme de résignation apparente, un pragmatisme d'adaptation à ce qui est possible — mais rien ne permet d'échapper à la violence coloniale. Le fils, lui, est traversé par une révolte intérieure insondable, nourrie à la fois par le récit et par l'expérience vécue de la domination.

L'humiliation coloniale

Le film commence par une séquence sur la transmission et la poésie, à travers un très beau poème où la langue arabe parle d'elle-même de manière métaphorique — le grand-père transmettant à ses enfants le sens même de la métaphore. Cette ouverture vaut comme une clé du film.

En écho, une séquence marque particulièrement : une scène d'humiliation du père devant son enfant, comme l'exercice de la domination coloniale en fourmille. Cette scène vaut elle-même métaphore et symbole. Car la colonisation allie la spoliation matérielle, l'élimination des corps, et l'humiliation continue — celle des défaites et de leur mémoire, de la soumission, de la déshumanisation.

On ne dira presque rien ici de l'intrigue qui se noue à la fin du film, des questions éthiques et politiques qu'elle pose, de ce qu'elle donne à voir de la déshumanisation des palestiniennes dans les yeux d'un colon — même lorsqu'il leur doit sa vie. Parce qu'il faut aller voir et faire voir ce film, qui peut — espérons-le encore — contribuer à ouvrir les sensibilités occidentales à la prise en compte des vies palestiniennes.

Olivier Lek Lafferrière



Maria a quatorze ans en 1936. Elle vit dans un petit village d'Aragon, Angüès, lorsque les factieux nationalistes déclenchent leur soulèvement et entament ce qui va devenir la guerre d'Espagne. Elle est alors témoin du développement et de l'implantation de « l'idée* » au sein des campagnes aragonaises, de l'espoir suscité par la collectivisation et l'organisation démocratique d'une

RÉCIT **Souvenirs d'une exilée espagnole 1936-1975, de Maria Sesé Sarvisé**

Récit traduit de l'espagnol par Lauro Del Prado, Lux éditeur, 168 pages, 14 €.

société solidaire. Les jeunes hommes qui doivent aller s'employer, pour vivre et faire vivre leur famille, en ville ou dans les grands domaines, côtoient des ouvriers ou des journalistes membres de la puissante CNT et reviennent convaincus. Ils ramènent au village l'idéologie anarchiste mais aussi, et surtout, des modes d'organisation collective, très adaptés à une société rurale déjà basée sur le partage et l'entraide. La jeune fille observe tout cela du haut de ses 14 ans, et se laisse gagner à la cause. Définitivement.

C'est alors que la guerre emporte tout : ses frères sont tués, la famille contrainte à l'exode, puis, la République étant vaincue, à l'exil de la Retirada. Dispersée dans les camps d'accueil, en France, dans le sud-ouest, puis à Belle-Île-en-Mer, leur histoire sera alors celle de l'errance, de la recherche et des retrouvailles,

grâce à la volonté farouche de ne jamais renoncer à retrouver les siens, mais aussi au gré du hasard et des nouvelles éparses glanées auprès des voyageurs. Seule la mort de Franco permettra à certainEs le retour.

Deux éléments font la force de ce petit livre. La forme, d'abord, car il est simplement constitué de la collecte des souvenirs de Maria, lorsqu'elle est déjà une vieille femme qui considère tout cela du haut de sa pleine vie. Cela permet un ton homogène, une vision d'ensemble, marquée par une grande unité et une

profonde cohérence, plus sans doute que s'il s'était agi d'un journal. Le fond, ensuite, qui offre aux lecteurEs une œuvre pleine de l'espoir et de la soif de justice qui anime Maria, tout au long de sa vie. Fidèle aux idéaux qu'elle s'est forgés à 14 ans, l'on sent qu'à chaque étape de son exode, de l'exil, de la reconstruction d'une vie digne, ses actes sont guidés par son attachement à ces valeurs de partage et de profonde humanité.

Claude Moro

* Terme un peu mystérieux qui incarne l'Anarchie dans les années 1930 en Espagne.

► la librairie La Brèche,
27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

Vie du NPA l'Anticapitaliste



MUNICIPALES Anticapitalisme à Bordeaux : mission terminée... mais mission accomplie

Il faut rappeler que le contexte social lors de la campagne de 2020 était la mobilisation en défense des retraites, ça changeait quand même un peu l'ambiance. Ce sont d'ailleurs ces manifestations qui avaient été déterminantes jusqu'à permettre la construction d'une liste unitaire et radicale.

Les enjeux institutionnels ont pris le dessus

Contrairement à 2020, l'unité avec les camarades de LFI n'a pu être reconduite. En effet, en l'absence des luttes, ce sont les enjeux institutionnels qui ont pris le dessus dans les discussions entre le groupe d'élus de Rouge Bordeaux Anticapitalistes soutenu par le NPA-A, qui proposait de partir sur les bases de 2020, et l'équipe LFI qui avait déjà commencé sa campagne sur d'autres bases politiques.

En effet, pour LFI, il n'était plus question de mettre les luttes en avant, pas plus que l'activité d'opposition de gauche anticapitaliste à la gauche libérale au pouvoir durant le mandat. LFI avait d'abord tenté de faire liste commune avant le premier tour avec l'équipe Vert-PS-PC qui pourtant venait de décider l'armement de la police municipale, une « gauche » qui n'avait pourtant jamais mené une politique sociale, écologique ou démocratique. LFI affichait son ambition de fusionner au second tour avec cette gauche libérale. Pour nous c'était incompréhensible et surtout inacceptable.

Bon finalement, la « gauche » libérale a perdu, permettant, après avoir mené une politique de droite, le retour de la droite, qui semble toujours plus douée pour le faire. Finalement, il n'y aura plus d'opposition anticapitaliste, une opposition indépendante, militante.

C'est dommage, car c'est une voix de critique du système et d'expression de la colère sociale qui manquera. C'est dommage car c'est un début d'expérience militante qui ne sera pas prolongée et renforcée.

Donc une petite page se tourne. Les anticapitalistes avaient deux éluEs depuis 6 ans mais pour cette élection nous n'avons pas répété l'exploit de 2020, à savoir une qualification pour le second tour après nos 11,77% du premier tour et près de 10% au deuxième.



© RBA

Continuer l'activité militante sur la base de notre expérience

Mais nous avons mené la bataille le plus loin possible. Après l'échec de l'unité, nous avons hésité mais nous sommes quand même partiEs en campagne en janvier. En 5-6 semaines, nous avons construit une liste de 67 noms, reconstruit une équipe militante, des nouvelles personnes nous ont rejointEs, des jeunes et moins jeunes déjà militantEs ou pas dans des associations ou des syndicats, retrouvant une dynamique qui nous a permis, avec nos petits moyens financiers (pas d'affiches, peu de tracts...), d'obtenir 5,12% exactement avec 5150 voix, ce qui constitue un score honorable et démontre une certaine légitimité, visibilité et reconnaissance du travail effectué ces dernières années. À noter que LFI a très mal digéré sa défaite, n'obtenant pas les 10% qui lui auraient permis d'aller au second tour, ni un score suffisant pour convaincre la gauche libérale

d'accepter la fusion de liste proposée jusqu'au bout. LFI a accusé notre liste RBA d'être responsable de « sa » défaite, d'être des diviseurs, invisibilisant allègrement nos désaccords politiques et stratégiques. Après avoir mené une campagne avec nos idées anticapitalistes, avec un programme dénonçant clairement des institutions antidémocratiques, soulignant la nécessaire autogestion populaire pour changer véritablement les choses, la liste RBA réfléchit maintenant à trouver les moyens de continuer son activité militante, dans la ville, pour tenter, sur la base de notre expérience d'élus, d'aider à la construction de collectifs de résistances dans les quartiers (logement, dispensaires de santé, transport, culture, démocratie locale...). Et aussi, dans le même temps, de tenter de reconstruire des liens militants fraternels au sein de la gauche dite radicale.

On a du boulot.
Philippe et Béatrice

ENTRETIEN « Les militantes féministes en Afrique de l'Ouest ont besoin de moyens, pas de leçons »

Entretien avec **Floriane Klinklin Acouetey**, militante féministe togolaise, cheffe de projet chez Equipop. Floriane a participé à la table ronde « Résister : pour une alliance féministe internationale face aux mouvements réactionnaires » le 29 novembre 2025, à Villeurbanne (69). Cet entretien revient sur l'invisibilisation des féministes africaines et la nécessité de tisser des liens de solidarité internationale.

Peux-tu présenter Equipop, où tu es cheffe du projet « Sang pour Sang » ? Equipop est une association féministe de solidarité internationale engagée pour l'égalité de genre et les droits sexuels et reproductifs.

Peux-tu faire un état des lieux de la situation actuelle au Togo et du contexte politique et social dans lequel tu évolues en tant que militante féministe ?

Le Togo se trouve actuellement à la croisée des chemins, entre une volonté politique de modernisation et des résistances socioculturelles tenaces. Sur le plan institutionnel, le basculement vers la V^e République et le régime parlementaire a ouvert de nouveaux espaces de plaidoyer législatif, bien que la transition impose une vigilance accrue pour que les droits des femmes restent une priorité budgétaire. Si le pays se distingue par une forte représentativité féminine au sommet de l'État (Primature, Présidence de l'Assemblée), le défi demeure la traduction de ce « féminisme d'État » en changements concrets pour les femmes en milieu rural et dans le secteur informel, où la précarité économique et l'inflation aggravent la vulnérabilité des ménages.

Être féministe ici, c'est subir une double pression : celle d'un État qui restreint les libertés publiques et celle d'une société conservatrice qui voit dans l'émancipation des femmes une menace à l'ordre établi

Sur le plan social, la perception du Togolais lambda sur le droit des femmes n'évolue pas autant que la loi. Si les lois existent, très peu de Togolaises en sont informées. En dehors de ça, le Togo est sujet à des soulèvements populaires, comme ce fut le cas lors du passage à la Ve République. Même si les militantes ne sont pas à l'origine de ces mouvements populaires, leur participation n'est pas des moindres. Être féministe ici, c'est subir une double pression : celle d'un État qui restreint les libertés publiques et celle d'une société conservatrice qui voit dans l'émancipation des femmes une menace à l'ordre établi.

Comment s'organisent les Togolaises pour défendre leurs droits ?

Les activistes togolaises s'organisent pour défendre leurs droits à travers une diversité d'initiatives portées par des organisations de droits des femmes, des organisations féministes, des collectifs militants et des mouvements informels. Face aux inégalités persistantes et aux violences

Illustrations d'AninaTakeff publiées dans la brochure d'Equinox *Repenser les politiques de solidarité internationale et de lutte contre les inégalités mondiales à partir des approches féministes.*



Floriane Klinklin Acouetey, photo publiée sur son compte Instagram.

basées sur le genre, ces mobilisations reposent souvent sur des dynamiques de solidarité, d'entraide et de plaidoyer, tant au niveau communautaire que national.

Le mouvement Nègresses féministes défend une lecture intersectionnelle et décoloniale des luttes féministes

Le mouvement Nègresses féministes, par exemple, défend une lecture intersectionnelle et décoloniale des luttes féministes, qui prend en compte non seulement le sexisme, mais aussi les rapports de pouvoir liés au racisme, à l'héritage colonial et aux inégalités économiques. C'est également un mouvement qui est centré sur le bien-être et la sécurité des militantes. Concrètement, ces mobilisations se traduisent par différentes formes d'action : sensibilisation et dénonciation des violences faites aux femmes sur les réseaux sociaux, organisation de discussions publiques, production de contenu militant, mais aussi investissement de l'espace public pour rendre visibles les revendications féministes et les travaux féministes. Ces initiatives visent à faire reconnaître les préoccupations des femmes togolaises comme des enjeux politiques majeurs, et non comme des questions secondaires dans les débats publics et les agendas politiques.

Quels sont les besoins principaux des militantes féministes togolaises, et plus globalement de l'Afrique de l'Ouest francophone ?

Les militantes féministes au Togo, et plus largement en Afrique de l'Ouest francophone, font face à des contextes politiques et sociaux exigeants. Le premier besoin est simple : nous avons besoin de moyens, pas de leçons. Cela signifie avant tout un

financement flexible et durable, qui respecte l'autonomie stratégique des mouvements féministes locaux, loin des agendas trop souvent dictés par les bailleurs du Nord. Les collectifs féministes produisent déjà des analyses, des stratégies et des réponses adaptées à leurs contextes ; ce dont elles manquent, ce sont des ressources pour les déployer et les inscrire dans la durée.

Un autre besoin crucial concerne la protection des activistes et le renforcement des solidarités transnationales. Dans plusieurs pays de la région, les militantes sont confrontées à la stigmatisation, au cyberharcèlement, voire à des menaces directes. Face à la montée des mouvements réactionnaires et anti-droits à l'échelle mondiale, il est essentiel de renforcer les réseaux de solidarité pour éviter l'isolement des activistes et soutenir celles qui sont en première ligne.



© ANINATAKEFF

Soutenir les féministes d'Afrique de l'Ouest depuis la France suppose aussi de déconstruire certains réflexes paternalistes ou de « sauveur ». La solidarité ne consiste pas à parler à la place des militantes, mais à créer les conditions pour que leurs voix soient entendues directement, à créer des ponts et des alliances : en leur donnant accès aux espaces médiatiques, académiques et politiques, et aux outils de diffusion, sans filtrer ni formater leurs discours.



© ANINATAKEFF

La solidarité ne consiste pas à parler à la place des militantes, mais à créer les conditions pour que leurs voix soient entendues directement

Cela implique également une responsabilité politique. Les militantEs et alliésEs en France peuvent jouer un rôle en interpellant leurs propres institutions, notamment sur les politiques migratoires restrictives qui empêchent de nombreuses activistes africaines de circuler librement et de porter leurs analyses dans les espaces internationaux.

La montée des mouvements qui s'attaquent aux droits des femmes est un phénomène mondial, elle doit être affrontée collectivement, à travers des solidarités et des stratégies transnationales

Enfin, la solidarité internationale ne doit pas rester un slogan. Elle doit se construire comme une alliance stratégique entre mouvements, capable de faire face à des systèmes d'oppression imbriqués — patriarcaux, économiques et politiques — qui traversent les sociétés, même s'ils se manifestent différemment selon les contextes. La montée des mouvements antidroits, qui s'attaquent aux droits des femmes, aux droits sexuels et reproductifs et aux libertés fondamentales, est aujourd'hui un phénomène mondial. Elle ne peut donc pas être combattue uniquement à l'échelle nationale. Elle doit être analysée et affrontée collectivement, à travers des solidarités et des stratégies transnationales, à la hauteur d'un backlash qui s'organise lui aussi à l'échelle globale.

Propos recueillis par Illiana (NPA-A 69)

L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)
[Lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
[Lanticapitaliste1](https://www.facebook.com/lanticapitaliste1)
[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
[lanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,
L'Anticapitaliste
la revue

Le n°172-173 est toujours disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois L'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org